

Du registre des délibérations du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 28 Avril 2026**Objet :****Révision n°3 AP/CP :
Déploiement de la vidéo
protection**

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 21 Avril 2026.

Etaient présents : Alexandre-Virgile Dominique, Baudoux Bernard, Cambreleng Sabine, Carpentier François, Chambre Aline, Dehier Philippe, Denys Agnès, Dépret Kévine, Desse Janique, Durieux Jean, Dursent Sébastien, Fromont Sabine, Gauchet Claudine, Georges Hugo, Hardy Nathalie, Henry Valérie, Lallemand Charlotte, Lepoutère Aurore, Lesage Philippe, Mairiaux Isabelle, N'Diaye Foulon Betty, Palmiste Logan, Pol Maxime, Rogier Quentin, Thurette Pascal, Tournay Sylvie, Valet Jean-Luc et Wager Corinne (28 membres).

Absent : Michael Taverne (1 membre)

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2311.3,R.2311.9 ;

Vu la délibération n° 365 du Conseil municipal du 28 mars 2023 portant sur la création de l'AP/CP « Déploiement de la Vidéo protection »

Vu la délibération n°476 du Conseil municipal du 28 mars 2024 portant sur la révision n°1 de l'AP/CP « Déploiement de la Vidéo protection »

Vu la délibération n°633 du Conseil municipal du 10 février 2025 portant sur la révision n°2 de l'AP/CP « Déploiement de la Vidéo protection »

Vu la délibération n° 41 du Conseil municipal du 28 Avril 2026, portant adoption du budget primitif 2026 ;

Considérant qu'en application de l'article L.2311.3 du CGCT, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de Programme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Les Crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Dans le cadre du budget ville, il a été nécessaire de créer une AP/CP afin de

prendre en compte les crédits qui seront effectivement mandatés sur les différents exercices.

Le développement de la vidéo protection concourt à la modernisation des outils au service de la sécurité, et vise plusieurs objectifs :

- La prévention : dissuader le passage à l'acte avant même que des faits soient commis
- La flagrance : la présence d'opérateurs dédiés et d'effectifs d'intervention rendent opérante cette dimension
- L'enquête judiciaire : les extraits de vidéo protection permettent aux enquêteurs de s'appuyer sur les images enregistrées pour en confondre les auteurs.

Articulé autour d'un Centre de Supervision Urbain, le programme de vidéoprotection de la commune se veut à la fois moderniser les outils actuels, créer les passerelles de visualisation technologiques entre la ville et le futur commissariat de Police, ainsi que déployer cet outil sur quelques lieux et espaces publics ciblés, ainsi qu'aux entrées de ville.

	Autorisation de programme TTC	Mandatement avant 2025	Crédit de paiement 2025
DEPENSE	1 184 630,00	799 106,47	385 523,53
AMO	41 520,00	32 280,00	9 240,00
Travaux et caméras	1 143 110,00	766 826,47	376 283,53
RECETTE	1 184 630,00	799 106,47	385 523,53
Région	30 000,00	-	30 000,00
Etat DSIL	120 000,00	36 000,00	84 000,00
Etat FIPD	210 000,00	93 603,00	116 397,00
FCTVA	194 326,71	62 539,14	131 788,64
FDC CAMVS	314 900,00	125 973,12	188 926,88
Part à charge	315 403,29	480 991,21	- 165 588,99

Le chantier étant terminé, il est nécessaire de modifier l'échéancier des crédits de paiements de l'AP de la manière suivante :

	Autorisation de programme TTC	Mandatement avant 2026	Crédit de paiement 2026
DEPENSE	1 181 449,92	1 181 449,92	-
AMO	41 520,00	41 520,00	-
Travaux et caméras	1 139 929,92	1 139 929,92	-
RECETTE	1 181 449,92	1 181 449,92	-
Région	30 000,00	-	30 000,00
Etat DSIL	120 000,00	120 000,00	-
Etat FIPD	210 000,00	93 603,00	116 397,00
FCTVA	193 805,04	131 085,43	62 719,61
FDC CAMVS	312 270,80	251 946,24	60 324,56
Part à charge	315 374,08	584 815,25	- 269 441,17

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres

Approuve et vote l'autorisation de programme et les crédits paiement -
Déploiement de la vidéo protection

Précise que les crédits de paiements 2026 sont prévus au budget primitif
2026

Et ont les membres présents, signé lecture faite.

« Pour extrait certifié conforme ».

A Aulnoye-Aymeries, le 28 Avril 2026.

Le Maire,

A stylized, handwritten signature in black ink, likely belonging to the Mayor.

La secrétaire,

A handwritten signature in black ink, likely belonging to the Secretary.

Envoyé en préfecture le 04/05/2026

Reçu en préfecture le 04/05/2026

Publié le



ID : 059-215900333-20260428-090-DE